

Chatillon-sur-Indre

## Pour Châtillon, la visite du siècle



100 ans que Chatillon-sur-Indre n'avait pas connu une telle effervescence. La dernière visite d'un homme d'Etat remontait à 1910, quand le ministre des Finances de l'époque était venu inaugurer l'école Henri Cosnier et l'hôpital. Aussi, jeudi 20 janvier 2011, Châtillon avait revêtu la tenue de fête pour accueillir Nicolas Sarkozy venu présenter ses vœux aux professionnels de santé.

Rues pavoisées, enfants des écoles agitant les petits drapeaux bleu-blanc-rouge, impressionnant déploiement de police tout au long des routes et aux

abords des gymnases. Et en dehors du parcours présidentiel, ville morte.

Reçu à la mairie par Michel Hetroy, Nicolas Sarkozy a serré des mains, embrassé quelques enfants, et profité d'une courte pause au grand air avant de partir visiter l'unité Alzheimer dans l'hôpital de la ville. Il était encore escorté par le ministre de la Santé Xavier Bertrand, par Roselyne Bachelot, ministre des Solidarités et de la cohésion sociale et par Valérie Rosso-Debord, députée UMP et auteur d'un rapport sur la dépendance.

Au courant de la visite depuis deux mois et sur le pied de guerre depuis une semaine, la mairie avait invité environ 2 000 personnes : professionnels de santé, élus, notables, sympathisants, membres d'association de l'Indre mais aussi des départements limitrophes, Indre-et-Loire, Cher ... Cette foule a empli le gymnase au cours de la matinée, et attendu patiemment l'arrivée du président.

Arrivée vers 12h30 au gymnase, Nicolas Sarkozy s'est adressé au public pendant une heure, développant ses idées sur la préservation de notre système de santé. Il a confirmé son intention de revoir la façon dont les personnes âgées dépendantes sont prises en charge. « Qui, dans les logements d'aujourd'hui a les moyens d'accueillir ses parents ? Et même quand c'est le cas, la possibilité d'assumer la lourdeur des soins ? » Des questions qui se posent et sur lesquelles il s'est engagé à apporter des réponses. Suscitant des murmures approuvateurs à l'énoncé des principes, le président a laissé les professionnels de santé sur leur faim quant aux modalités concrètes des réformes. Ils devront attendre le second semestre pour en savoir plus.

### La médecine de proximité

« Il faut rendre du temps médical en simplifiant et en supprimant la paperasse », a lancé Nicolas Sarkozy à son auditoire, jeudi. Il a précisé que des décisions seront prises en 2011 dans ce sens. « Nous irons peut être même trop loin, mais il y a de la marge. »

Reconnaissant le « stress des médecins », il a suggéré que l'on puisse réfléchir « à diversifier le mode de rémunération des médecins, mais sans pour autant supprimer la rémunération à l'acte. », laissant

entendre que les médecins qui veulent pourraient compléter leur rémunération. « L'égalité, ce n'est pas la même organisation pour tous. Pourquoi pas considérer que la médecine est un service public dans les zones où l'on manque de médecins ? » Il s'est dit prêt à admettre que la rémunération des médecins pourrait être supérieure dans les régions à faible démographie médicale.

## La dépendance

Le président de la République a rappelé le chantier qu'il vient de lancer sur la prise en charge de la dépendance. « Trois millions de Français ont plus de 80 ans et un million sont dépendants... Ça peut être chacun de nous demain. » Il a indiqué la nécessité de mieux former les professionnels.

Roselyne Bachelot pilote quatre groupes de travail qui devraient rendre leurs conclusions en milieu d'année. Leurs thèmes sont la société et le vieillissement, les enjeux démographiques et financiers, l'accueil et l'accompagnement des personnes âgées, les stratégies de couverture de la dépendance. La dépendance est actuellement prise en charge par la Sécurité Sociale (pour la partie soins), les départements via l'Allocation personnalisée d'autonomie (versée par les départements à 1,3 million de personnes) et les familles.

## Les réformes

Nicolas Sarkozy s'est clairement positionné comme l'homme des réformes : retraites, réforme à venir relative à la dépendance, pharmacovigilance « une refondation de la chaîne du médicament » qui fait suite à l'affaire du Médiateur. Il s'est vivement défendu des attaques qui lui ont été adressées sur le démantèlement de la Sécurité Sociale. « 75% des dépenses de santé sont prises en charge par le système collectif et ce taux est inchangé depuis quinze ans. Pour 2011, la croissance prévue est de 2% et l'Ondam (Objectif national des dépenses d'assurance maladie va augmenter de 2,9%. »

## Les réactions

De nombreux professionnels de la médecine, dont les pharmaciens, étaient à Châtillon jeudi matin. « Nous souhaitons qu'il apporte des solutions à nos problèmes », exprimait un couple de pharmaciens de Châteaumeilland (Cher), une zone particulièrement touchée par la désertification médicale. Et d'évoquer le rôle multiservices du pharmacien (livraisons, gardes toutes les cinq semaines ...), la baisse des marges liée aux génériques et aux grands conditionnements, les pharmacies qui ne se revendent plus et les faillites de plus en plus fréquentes.

La pharmacienne de Châtillon a été déçue de la prestation de Nicolas Sarkozy. « Il n'a pas dit un mot sur nous. Comme si nous ne faisons pas partie des professions médicales. »

Représentant du parti chrétien démocrate dans l'Indre, un agriculteur de Bretagne près de Levroux, était là pour entendre ce qui concerne la dépendance. « Ce n'est pas seulement une question d'assurance ; il faut inciter les familles à prendre en charge leurs parents âgés, car toute personne mérite respect et dignité. »

Pour Jean Pierre Peigné, élu à l'Union régionale des médecins libéraux du Centre (URLM), dans le discours du président, « des pistes ont été soulevées mais elles sont déjà à l'étude depuis un petit moment. Attendons de voir ce qu'il en adviendra. La médecine de proximité est mal en point. Il est urgent de la soigner.